

PREF. 72
20.10.25



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction des Offres d'accueil
Service Accompagnement des Etablissements et Services

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Arrêté n° Dossier 86349 du

Annexe n° 25/6953 du 19 DEC. 2025

**Objet : FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À L'HÉBERGEMENT,
DU FORFAIT GLOBAL RELATIF À LA DÉPENDANCE ALLOUÉ AU TITRE DE L'ANNÉE 2026
ET DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À LA DÉPENDANCE APPLICABLES À COMPTER
DU 1ER JANVIER 2026 À L'EHPAD ALBERT TROTTE À THORIGNÉ-SUR-DUÉ.**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles et les articles R 314-158 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Règlement départemental d'aide sociale de la Sarthe approuvé par la délibération n°6 de la Commission permanente du 3 avril 2025 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 16 octobre 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services médico-sociaux pour 2026 ;

Vu l'arrêté n° 25/6056 du 31 octobre 2025 du Président du Conseil départemental fixant le point GIR départemental 2026 pour le Département de la Sarthe à 8,00 € ;

Vu l'arrêté ARS-PDL/DAS/DAMS-PA/R46-2016/72 de l'ARS et n° 17/8740 du Département de la Sarthe du 3 janvier 2017 portant renouvellement d'autorisation de l'EHPAD « Albert Trotte » à Thorigné-sur-Dué, pour une capacité de 70 lits d'hébergement permanent, de 2 lits d'hébergement temporaire et de 6 places d'accueil de jour ;

Vu le CPOM signé le 31 juillet 2019 entre l'ARS, le Département et l'Etablissement ;

Vu l'annexe activité transmise par le gestionnaire ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des Services du Département ;

Suite de l'Arrêté N° Dossier 86349 du

ARRÊTÉ

N° 12 25

ARRETE

Article 1 – Pour l'année 2026, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section Hébergement de l'EHPAD sont autorisées comme suit :

Charges brutes	1 926 572,59 €
Recettes atténuatives	119 602,47 €
Charges à retenir	1 806 970,12 €

Article 2 – A compter du 1^{er} janvier 2026, les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD « Albert Trotte » à Thorigné-sur-Dué sont fixés comme suit :

	Personnes âgées de plus de 60 ans
Tarif Hébergement permanent et temporaire – chambre simple	68,54 €
Tarif Hébergement permanent et temporaire – chambre double	66,54 €

	Personnes âgées de moins de 60 ans
Tarif Hébergement permanent et temporaire	* 88,40 €

	Personnes âgées de plus de 60 ans	Personnes âgées de moins de 60 ans
Tarif Accueil de jour	34,17 € *	44,20 €

* Le tarif Accueil de jour retenu correspond à la moitié du tarif moyen hébergement pondéré de 68,33 €.

Article 3 – Pour l'année 2026, les recettes à retenir de la section dépendance de l'EHPAD « Albert Trotte » à Thorigné-sur-Dué sont autorisées comme suit :

	Montants
Ressources totales hébergement permanent	509 440,00 €
Enveloppes complémentaires ventilées comme suit :	
+ hébergement temporaire	3 000,00 €
+ places d'accueil de jour	28 200,00 €
= Ressources à retenir 2026	540 640,00 €

Article 4 – A compter du 1^{er} janvier 2026, les tarifs journaliers afférents à la section dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit pour les personnes âgées de plus de 60 ans :

	Hébergement permanent et temporaire	Accueil de jour
Tarif dépendance GIR 1-2	22,94 €	11,47 €
Tarif dépendance GIR 3-4	14,56 €	7,28 €
Tarif dépendance GIR 5-6	6,18 €	3,09 €

PREF. 73
22.12.25

Article 5 – Le forfait global dépendance est égal à la somme du résultat de l'équation tarifaire, définie à l'article R314-173 du Code de l'action sociale et des familles, et de financements complémentaires. Sont soustraits du montant obtenu le montant prévisionnel de la participation des résidents (tarif GIR 5-6), les tarifs journaliers dépendance opposables aux autres départements pour les résidents qui y ont leur domicile de secours et la participation acquittée par les résidents de moins de 60 ans, ainsi que les prestations non cumulables avec l'APA (MTP, ACTP, PCH).

Le forfait global dépendance (APA) octroyé à l'EHPAD est fixé pour l'année 2026 à 377 760,00 € et il se décompose comme suit :

- ↳ Forfait dépendance au titre de l'hébergement permanent : 346 560,00 €,
- ↳ Dotation complémentaire octroyée au titre de l'hébergement temporaire : 3 000,00 €,
- ↳ Dotation complémentaire octroyée au titre de l'accueil de jour : 28 200,00 €.

Le versement du forfait global dépendance sera effectué par douzième.

Article 6 - Le forfait global dépendance mentionné à l'article 5 sera reconduit, le cas échéant, en 2027 jusqu'à la fixation du nouveau forfait.

Article 7 - Dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental de la Sarthe,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette 44041 NANTES cedex 01).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

Article 8 - Monsieur le Directeur général des Services du Département, Madame la Directrice générale adjointe des Solidarités, Madame le Payeur départemental, Madame la Directrice de l'établissement considéré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département www.sarthe.fr.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
La Directrice générale adjointe des Solidarités

Nathalie PONTASSE

Acte certifié exécutoire compte tenu
de sa réception au contrôle de légalité le : 22 DEC. 2025
et de sa publication ou notification le : 23 DEC. 2025